

## De quelques effets d'évidence du discours mondialiste des organisations financières



**Azzedine Kadir**

Université Alger 2, Algérie

akadiry@yahoo.fr

**Résumé :** Cet article vise à identifier la place qu'occupe l'effet d'évidence dans les discours des dirigeants du Fonds Monétaire International (FMI), de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et de la Banque Mondiale (BM). Une analyse critique du fonctionnement du discours des responsables des organisations financières permet d'observer la montée en puissance d'un discours rituel depuis l'avènement de la mondialisation libérale dans les années 1980, c'est-à-dire la constitution d'un « discours de l'évidence » (Guilbert 2007, 2008, 2011). Cet article analyse quelques effets d'évidence de ce discours mondialiste lors de son émergence puis de sa circulation dans la sphère publique, mais aussi dans l'après Seattle : les stratégies discursives de persuasion qui ont opposé l'OMC aux altermondialistes ou encore la BM et le FMI aux forums sociaux mondiaux. L'objectif est de montrer les modes et enjeux de l'évidence en rapportant ce discours à l'institution.

**Mots-clés :** Evidence, institution, *doxa*, sens commun, circulation du discours.

**المخلص:** يهدف هذا المقال إلى تحديد مدى التأثير الواضح في خطاب مسؤولي صندوق النقد الدولي، منظمة التجارة العالمية والبنك الدولي. تحليل نقدي لوظيفة خطاب مسؤولي المؤسسات المالية يوضح لنا قوة الخطاب الشعائري منذ ظهور العولمة الليبرالية خلال الثمانينات، هذا يعني تركيبة "الخطاب الواضح" (غيلبر، 7002، 8002، 1102). هذا المقال يحلل بعض التأثيرات الواضحة لخطاب العولمة في ظهوره و تداوله في الفضاء الاجتماعي، ولكن أيضا في ما بعد سياتل: الاستراتيجيات الخطابية لغرض الإقناع ما بين منظمة التجارة العالمية و المناهضين للعولمة أو البنك العالمي و صندوق النقد الدولي اتجاه المنتديات الاجتماعية. الهدف هو إظهار الوسائط و التحديات في التوضيح مع إدراج هذا الخطاب مع المؤسسة.

**الكلمات المفتاحية:** الوضوح، المؤسسة، الدكسا، المعني العام، تداول الخطاب.

**Abstract:** This article aims to identify the place of « the effect of evidence » in the documents of the International Monetary Fund (IMF), the World Trade Organization (WTO) and the World Bank (WB) managers. A critical analysis of how the discourses of financial organizations in charge allow us to observe the rise of a ritual discourse ever since the advent of neoliberal globalization in the 1980s, that is to say the creation of a « discourse of evidence » (Guilbert 2007, 2008, 2011). This article analyzes some of the « effects of evidence » introduced by the « globalist discourse » during its emergence and its circulation in the public sphere, but also in the post « Seattle » discursive strategies of persuasion which opposed the WTO to the anti-globalization movements or even the WB and the IMF versus the World Social Forums. The objective is to show the methods and issues of evidence in this discourse relating to the institution.

**Keywords :** Evidence, institution, *doxa*, common sense, discours circulation.

## Introduction

Vers la fin des années 1980, certains mots, expressions ou énoncés entiers ont (re) émergé dans la presse écrite sans qu'on y prête attention. Ainsi, la mise en circulation de concepts tels que *mondialisation*, *austérité*, *crise financière*, *réformes*, *libre-échange* ou *libéralisation* nous interpellent, en tant qu'analystes du discours, sur la valeur sémantique et/ou idéologique de ceux-ci dans la pratique sociale. Aujourd'hui, il serait erroné de les assimiler précisément à de simples effets de mode, des sortes de concepts éphémères mais il nous semble au contraire essentiel de repenser les actes du langage qu'ils véhiculent et de poser la question de leur rôle dans la naturalisation du discours : leur nomination et leurs procédés de persuasion qui justifie l'appellation de procédés discursifs de l'évidence.

Lorsque Guilbert (2007, 2011) se consacre à l'analyse de l'évidence du discours néolibéral dans la presse écrite, dans le contexte des mouvements sociaux de décembre 1995, d'avril-mai 2003 et de l'automne 2010, il décrypte le fonctionnement général et les différents procédés discursifs de l'effet d'évidence mis en œuvre dans plus de 75 extraits d'éditoriaux et de chroniques de la presse française. Son objectif vise à rendre compte des enjeux du discours néolibéral afin de débusquer ses évidences sur la base d'une interrogation très précise : comment le discours néolibéral se donne-t-il pour naturel ou évident ? D'après l'auteur, l'essence même de ce qu'est une évidence réside dans la définition suivante :

*La notion d'évidence est au cœur de cette problématique. L'évidence considérée par le sens commun comme critère de vérité, devient dans sa forme institutionnelle ce que l'on peut appeler "un discours d'évidence", autrement dit la forme même de présentation du sens commun. Or, c'est bien cette forme évidente qui semble être recherchée par les discours constituants (Maingueneau et Cossutta, 1995) un type de discours qui vise à imposer une vision du monde particulière à l'ensemble de la collectivité, c'est-à-dire imposer à la fois les normes et les savoirs de l'institution qu'il légitime. Il s'agit alors de montrer comment fonctionne cette forme de présentation et d'analyser les effets qu'elle produit sur les pratiques discursives. (Guilbert, 2008 : 275)*

L'analyse du discours menée par Guilbert lui donne donc la possibilité de repérer l'une des formes de présentation posées par l'évidence investie par le sens commun comme critère de vérité. Elle est habituellement tributaire de la forme même de présentation du sens commun et peut faire l'objet de débat sur la manière dont les savoirs et les opinions sont produits dans l'espace institutionnel.

Ce sont précisément de tels effets d'évidence qui fondent notre réflexion sur le discours mondialiste. Les repères théorique et méthodologique élaborés par Guilbert nous facilitent la circonscription et l'analyse. Dans le contexte de la mondialisation, les propos des responsables des institutions internationales donnent lieu à des évidences qui imposent des croyances et des pratiques à la collectivité. Celles-ci révèlent des évidences qui sautent aux yeux et investissent le débat public en Europe, surtout depuis les politiques d'austérité qui suscitent de vives protestations dans les pays européens qui la subissent : il s'agit du discours dominant sur la mondialisation des institutions financières. Ainsi, nous pensons que les travaux de Guilbert sur la notion d'évidence sont tout à fait adéquats à l'analyse des effets d'évidence de ce discours dominant des institutions bureaucratiques.

Les discours sélectionnés soutiennent dans leur argumentation la mondialisation comme étant évidente. Le choix d'un nombre réduit de discours est dû à la grande production de discours concernant le thème de la mondialisation. Il s'agit de l'analyse du fonctionnement du discours de l'évidence dans laquelle sont examinées les stratégies discursives de légitimation de la mondialisation utilisées par les responsables des institutions. Ces trois institutions essaient de justifier la nécessité de la mondialisation et la méthode la plus utilisée est la naturalisation des évidences. Il s'agit de préciser l'influence discursive des idéologies de chaque institution sur la construction discursive du concept de la mondialisation comme objet de discours.

Pour ce faire, nous concentrons notre attention sur un type de discours particulier dans le cadre des institutions financières, notamment sur un certain nombre de discours disponibles dans les sites de l'OMC, de la *BM et du FMI* de 1999 à 2011. Notre choix est motivé par le fait que ces discours sur la mondialisation ont généré des discours de contestation des soubassements idéologiques et politiques de la mondialisation dans la rue. En fait, on voudrait montrer d'une part, comment le discours libéral sur la mondialisation s'est transformé en un discours d'évidence et, d'autre part, réfléchir sur les dissimulations idéologiques qui transparaissent dans le discours dominant sur la mondialisation. Nous tenterons ainsi d'interroger l'implicite et le sous-entendu des discours institutionnels représentant la mondialisation que nous analyserons par la suite.

## **1. Contexte d'émergence du discours mondialiste : circulation, sphère publique et organisations financières**

La première étape de l'analyse consistera à expliquer le passage de l'antimondialisation à l'altermondialisation. Ces néologismes se sont imposés dans la sphère publique pour désigner les mouvements de la société civile opposés à l'actuel processus de

mondialisation. La première porte la marque d'une contestation ancienne orientée de façon originale vers la lutte contre la mondialisation. La seconde s'éloigne un peu plus de l'opposition directe à la mondialisation tout en gardant la possibilité d'une alternative à la mondialisation libérale. L'antimondialisation et l'altermondialisation sont des courants d'idées qui refusent la mondialisation galopante. Les préfixes « anti » et « alter » expriment avec force ce rejet, cette idée de refus, cette alternative qui est au cœur des mouvements sociaux. Auboussier rend compte clairement de la distinction entre ces deux néologismes :

*Si l'antimondialisation se constitue autour d'actions symboliques fortes (les performances militantes), elle se constitue, aussi et surtout, sur un événement discursif instituant : l'apparition du label antimondialisation. Il est ce par quoi et à travers quoi l'antimondialisation s'individualise. Ce label atteste de l'inscription d'un événement, d'une personnalité, d'une organisation ... dans un cadre d'interprétation construit autour de la dénonciation des effets de la mondialisation. [...] L'altermondialisation, elle, est discours et, rapidement, se modélise en un discours de l'alternative, souple et accueillant. (Auboussier, 2012 : 124-133)*

Ces mouvements sociaux n'ont pas d'autre programme que celui de dénoncer les méfaits du néolibéralisme étendu au monde entier comme seul système valable. Le premier rassemblement qui a permis de parler de ceux qui refusaient la forme (plus que le processus en soi) de la mondialisation a eu lieu à Seattle, en août 1999, lors du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En s'attaquant à l'une des organisations chargées de poser les règles de la mondialisation, les manifestants ont initié une opposition désormais rituelle à toute rencontre des grands dirigeants. De cet événement à Porto Alegre en 2001, puis en 2002, le mouvement de contestation marque le début du passage de l'antimondialisation à l'altermondialisation et jette en même temps les bases d'un véritable contre-pouvoir. Ils se réunissent pour protester et également proposer un programme d'action commun, pour envisager une mondialisation de type nouveau.

En effet, l'arrière plan du sommet de l'OMC à Seattle et l'émergence d'un cadre institutionnel favorisant la mondialisation libérale et la présentant comme inévitable à partir de la fin des années 1990, nous procure les premières pistes à explorer.

Le sommet tenu à Seattle en 1999 est à l'origine de l'apparition de la vague antimondialiste qui sera suivie deux ans plus tard par le mouvement altermondialiste. Ce sommet a regroupé, durant quatre jours (du 30 novembre au 03 décembre), 135 pays membres de l'OMC<sup>1</sup>. Il a lancé le début d'un nouveau tour de négociations à propos de la libéralisation du commerce mondial et des échanges. Le 11 novembre 1999, lorsque Mike Moore présente son discours sur la gouvernance mondiale à l'assistance en tant que Directeur Général de l'OMC, il se sert d'un lexique plus ou moins expert et vague pour justifier des propos tels que : *mondialisation, services financiers, commerce mondial, règles internationales* :

**Extrait 1 :**

*Comme le président Clinton l'a dit, la mondialisation n'est pas un choix de politique, c'était un fait. La mondialisation est entraînée avant tout par le pouvoir de la technologie - par des transports plus rapides et meilleur marché, par de nouvelles communications, par l'immatérialité croissante de nos économies - les services financiers, les télécommunications, des loisirs et le commerce électronique, qui constituent une part de plus en plus grande du commerce mondial [...] La vraie question que nous devons nous poser est de savoir s'il vaut mieux laisser la mondialisation se développer librement - dominée par les plus forts et les plus puissants, la loi de la jungle - ou s'il vaut mieux qu'elle soit encadrée par un système convenu de règles internationales, ratifiées par les gouvernements souverains.<sup>2</sup>*

Quels sont les « motifs de crédibilité » (Guilbert, 2008 : 279) sur lesquels se basent cette évidence que la mondialisation n'est pas un choix politique ? Ainsi, le discours dominant sur la mondialisation est généralement rattaché à une rhétorique de la scientificité produite par les institutions financières sur un fond général de crises financières à répétition et de malaise social. Si l'on se réfère à la définition que nous trouvons la plus consensuelle émanant de Bourdieu, différentes marges d'interprétation sont possibles sur la nature de la rhétorique utilisée :

*Ce langage politique non marqué politiquement se caractérise par une rhétorique de l'impartialité, marquée par les effets de symétrie, d'équilibre, de juste milieu, et soutenue par un ethos de bienséance et de la décence, attesté par l'évitement des formes les plus violentes de la polémique, par la discrétion, le respect affiché de l'adversaire, bref, tout ce qui manifeste la dénegation de la lutte politique en tant que lutte. Cette stratégie de la neutralité (éthique) trouve son accomplissement naturel dans la rhétorique de la scientificité. (Bourdieu, 1982 : 155)*

À partir de cette citation nous constatons la valeur de la thèse de Bourdieu qui s'exprime beaucoup plus en termes de *doxa*, de consensus et d'évidence que de transgression de l'ordre établi. Dans le même ordre d'idée, l'auteur de *Ce que parler veut dire*, insiste sur le fait que les dominants :

*Ne trouvant rien à dire au monde social tel qu'il est, ils [ les dominants ] s'efforcent d'imposer universellement, par un discours tout empreint de la simplicité et de la transparence du bon sens, le sentiment d'évidence de nécessité que ce monde leur impose ; ayant intérêt au laisser-faire, ils travaillent à annuler le politique dans un discours politique dépolitisé, produit d'un travail de neutralisation ou, mieux, de dénégation, qui vise à restaurer l'état d'innocence originaire de la doxa et qui, étant orienté vers la naturalisation de l'ordre social, emprunte toujours le langage de la nature.* (Bourdieu, 1982 : 155)

Nonobstant, ce rapprochement du discours dominant sur la mondialisation à cette nouvelle forme de discours politique dépolitisé peut être repéré dans une allocution prononcée par Pascal Lamy (alors DG de l'OMC) :

**Extrait 2 :**

*La mondialisation en elle-même n'est pas un phénomène nouveau. C'est son accélération, sa vitesse actuelle qui provoquent l'interrogation des peuples et, reconnaissons-le, leur vertige. Comme si elle renaissait la peur d'un capitalisme mondial non régulé, avec son cortège de replis identitaires ou sécuritaires. Le sentiment d'anxiété généré par une globalisation non maîtrisée est un phénomène naturel. Nombre de citoyens ont le sentiment d'être dépossédés de leur propre destin et de ne disposer d'aucun levier d'action susceptible d'influencer le cours des événements mondiaux.*<sup>3</sup>

Et avant lui, les chefs de secrétariat du FMI, de la BM et de l'OMC à Seattle affirment ceci :

**Extrait 3 :**

*Les nouvelles négociations qui seront engagées à l'OMC offrent une excellente occasion aux gouvernements de renouveler collectivement leur attachement à une libéralisation globale du commerce international. Nous invitons les membres de l'OMC à faire preuve d'ambition et de clairvoyance dans l'établissement de leurs objectifs de négociation. Ces négociations peuvent aboutir à des résultats qui permettront d'améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale et d'offrir davantage de possibilités aux pays en développement. En particulier, d'importants avantages pourraient être*

*retirés d'une libéralisation multilatérale plus poussée du commerce des marchandises et des services dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays en développement.*<sup>4</sup>

Ainsi le champ discursif où évolue le discours dominant sur la mondialisation se trouve interprété selon de nouvelles stratégies discursives : il change de positionnement et de valeur selon les discours et les pratiques langagières de ses membres :

*Le « champ discursif » est définissable comme un ensemble de positionnements qui se trouvent en relation de concurrence, au sens large, et se délimitent donc pour une position énonciative dans une région donnée. (Maingueneau, 1991 : 158)*

Le discours dominant sur la mondialisation s'inscrit dans un champ discursif marqué par une rhétorique institutionnelle guidant la prise de décision des pouvoirs publics. Les discours des responsables de l'OMC énoncent l'évidence de la mondialisation en usant d'un discours de légitimation et de prescription adressés aux États avec des propos d'experts reconnus mondialement.

Si les acteurs sociaux tels que le patronat, les milieux financiers, les pouvoirs politiques, les institutions internationales, les mouvements sociaux, etc. parlent de la mondialisation, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils partagent un même type de discours. L'apparente cohérence dans l'émergence du thème de la mondialisation dans des espaces idéologiques, géographiques et sociaux relativement éloignés les uns des autres, voire même parfois opposés dans leurs intérêts, aurait très bien pu occulter d'intenses positions irréconciliables entre deux ou plusieurs discours concurrents vis-à-vis de la mondialisation. En revanche, malgré les différents procédés discursifs, il s'avère que ces diverses positions partagent une série de règles énonciatives.

Cependant des zones d'ombre subsistent quant à la finalité de l'idéologie de ces institutions qui se situent au diapason du discours dominant sur la mondialisation. Ainsi, lors de la manifestation contre la mondialisation libérale qui a vu le jour lors du Forum Social Européen (FSE) de Florence en 2002, les organisateurs dénoncent :

*Une forme de gouvernance globale et domestique épousée par les pays les plus riches et les plus puissants. Les politiques économiques de cette gouvernance sont instaurées graduellement à partir des années 1980 par l'entremise des institutions au sein desquelles ces pays jouissent d'influence certaine, tels l'OCDE, le G8, [...] et l'OMC. (Schittecatte, 2005 : 82)*

En mettant l'accent sur le rôle idéologique des institutions dans la circulation

des discours, il ne suffit pas que ceux-ci deviennent publiquement visibles pour être qualifiés d'évidents. Citons à titre d'exemple ce que Guilbert affirme à propos du discours néolibéral (DNL) :

*Le DNL est idéologique à la fois parce qu'il promet une vision du monde engagée et parce qu'il parvient à ne pas se montrer tel qu'il est. Il n'apparaît pas dans les médias comme un discours, mais comme des paroles éparées issues du bon sens ou de lois économiques établies et proprement indiscutables. Des évidences, en un mot.* (Guilbert, 2011 : 32)

En étant aléatoire dans son fonctionnement mais continuellement contesté pour son versant idéologique, le discours dominant sur la mondialisation se maintient toujours en équilibre par les pratiques langagières qu'il suscite dans l'espace public.

Dans cet article et, pour être plus pratique, dans l'analyse du discours des dirigeants des organisations financières, nous avons choisi de nous en tenir à la *doxa* du discours dominant sur la mondialisation qui s'est glissée à bon escient dans différents contextes :

- la *doxa* ou sens commun dans les discours de Mike Moore et Pascal Lamy sur la mondialisation et le sens commun qu'ils donnent à celle-ci ;
- la *doxa* des institutions financières qui émerge comme discours d'évidence (Guilbert, 2008).

## **2. Doxa ou sens commun**

Comme nous l'avons expliqué ci-dessus, lorsque Mike Moore -alors DG de l'OMC de 1999 à 2002- utilise le concept de « libre-échange », à l'occasion de la conférence sur le Cycle Millénaire à Rome le 11 novembre 1999, celui-ci fait un grand tapage médiatique pour développer encore plus la politique du libre-échange dans les marchés des services et des produits agricoles. Ce dirigeant est appelé à s'expliquer dans des conférences de presse afin d'apporter plus d'explications sur les dimensions de la mondialisation libérale. On peut même avancer que Moore n'ignorait pas que le sommet de l'OMC allait essuyer un échec cuisant. Il exposait dans l'une des réunions de préparation de la conférence sa vision des priorités de l'OMC :

### **Extrait 4 :**

*Cette conférence sera décisive pour notre institution et déterminera la qualité des relations commerciales entre les nations de ce début du nouveau millénaire [...] Imaginez quel serait le coût d'un échec. Il est encore possible qu'au mépris de nos intérêts mutuels, et refusant de concilier des exigences divergentes, nous ne parvenions pas*

*à nous mettre d'accord à Seattle, ou pire encore, que nous aboutissions à un constat d'échec. Qu'est-ce que cela signifierait ?<sup>5</sup>*

Le 29 novembre 1999, en réponse à l'appel de nombreuses organisations, notamment des syndicats américains, les rues de Seattle ont été investies par une foule d'environ 50 000 personnes selon les estimations des organisateurs. Cet événement est relayé dans la presse mondiale sous le nom de la *bataille de Seattle*. C'est surtout l'émergence de cet événement-phare qui bouleversera la donne ou représentera, comme le dit Moirand, un *moment discursif* :

*Un fait ou un événement ne constitue un moment discursif que s'il donne lieu à une abondante production médiatique et qu'il en reste également quelques traces à plus ou moins long terme dans les discours produits ultérieurement à propos d'autres événements. (Moirand, 2007 : 4)*

Une année plus tard, lors de la conférence sur la mondialisation et l'humanisation de l'économie à Washington, le DG du FMI Horst Kohler annonce ceci :

**Extrait 5 :**

*Pour que ce potentiel se concrétise, nous devons travailler à rendre la mondialisation plus solidaire, c'est-à-dire soucieuse de n'oublier personne et d'équilibrer davantage ses risques et ses bienfaits.*

Autrement dit, l'intégration à l'économie mondiale ne peut se faire qu'à condition d'imposer la fragmentation sociale, fragilisant donc des groupes entiers d'individus. Par contre, il manifestait son soutien au processus de mondialisation en envisageant de redéfinir l'intégration comme l'appartenance d'une collectivité à un projet donné dont les grandes lignes de convergence et de fonctionnement viseraient à :

**Extrait 6 :**

*[...] n'oublier personne et d'équilibrer davantage ses risques et ses bienfaits.<sup>6</sup>*

Dans ce sens, Robert B. Zoellick, Président du groupe de la BM, propose en 2007 une politique mondialiste à l'image de ce qui se fait aux États-Unis (auparavant basée sur une privatisation par souci de rentabilité puis transformée en sociétés multinationales pour satisfaire à des intérêts stratégiques). C'est justement sur ce sentiment partagé avec le DG du FMI qu'il construit son argumentation :

**Extrait 7 :**

*Mobiliser d'autres ressources -publiques et privées, financières et humaines- et générer des effets de démonstration et de multiplication. Et quand son action a les résultats escomptés, il joue un rôle catalyseur pour les forces du marché et permet ainsi de saisir les possibilités offertes par la mondialisation d'une manière durable et sans faire d'exclus.<sup>7</sup>*

Autrement dit,

*Un fonds d'évidences partagées par tous qui assure, dans les limites d'un univers social, un consensus primordial sur le sens du monde, un ensemble de lieux communs, tacitement acceptés, qui rendent possibles la confrontation, le dialogue, voire le conflit. (Bourdieu, 1997 : 151)*

L'accord tacite ou stratégique se concrétise sur la base d'un consensus primordial sur le sens du monde, et chacun d'entre eux (les dirigeants des institutions financières) s'en expliquent séparément mais en construisant une argumentation persuasive qui correspond aux buts des organisations financières et à l'univers social souhaité.

3. Quelles évidences et quel consensus sur le sens du monde émergent par le discours dominant sur la mondialisation ?

*Dans les espaces régulés par divers types de pratiques langagières institutionnalisées, les formes que le discours peut prendre apparaissent comme un élément significatif des logiques qui peuvent émerger dans le cadre de certaines organisations centrées vers une légitimation de leurs actions et de leurs conceptions idéologiques. (Duchêne, 2004 : 93)*

Ainsi, il semble que Mike Moore et Pascal Lamy tentent d'abord de persuader les pays membres de leur propre organisation. On peut conjecturer que leurs discours ne sont pas soumis au débat contradictoire. Ils semblent déboucher sur la production d'un discours de bon sens dominant qui n'est pas présenté comme un discours politisé mais comme un discours neutre. Quoique ce discours de bon sens relève du « discours politique dépolitisé »<sup>8</sup>, il n'en demeure pas moins qu'il est éminemment politique et que les organisations financières le présentent comme la conséquence logique d'une expertise éclairée :

*C'est ce discours politique de «bon sens général», commun à de très nombreux acteurs parce qu'ils veulent être acteurs et reconnus comme tels par ces nombreux*

*lieux de pouvoir, que nous qualifions de discours expert.* (Cusso et Gobin, 2008 : 6)

Faute de pouvoir convaincre un pan de société acquis aux thèses altermondialistes, les organisations financières optent pour un discours expert doté d'une forte dimension normative destiné à être suivi d'effets politiques. C'est ainsi que Robert B. Zoellick fait valoir qu'il faut réformer les institutions internationales afin de mieux refléter les réalités inhérentes aux changements qui s'opèrent aujourd'hui dans les rapports de force économiques à l'échelle mondiale :

**Extrait 8 :**

*Il s'agit de pousser nos institutions à agir de manière plus rapide, plus souple, plus ouverte et plus attentive aux besoins de nos clients. Cela signifie que l'on doit s'employer à résoudre les problèmes de façon pragmatique, et pas seulement traiter du problème des pauvres en tant qu'objets de politiques spécialisées<sup>9</sup>*

Il semble que la stratégie adoptée par son prédécesseur Paul Wolfowitz est une réelle mobilisation de la BM pour asseoir une stratégie de gouvernance dont le but principal est de rallier un maximum de pays vers un véritable partenariat :

**Extrait 9 :**

*Nous devons veiller en permanence à assurer un traitement cohérent et égal à tous les pays membres en prenant des décisions et des mesures prévisibles et transparentes. La tâche s'annonce à l'évidence très difficile.<sup>10</sup>*

Soulignons au passage que tous deux légitiment leurs propos dans un même cadre institutionnel de production discursive dont l'un des objectifs est de réussir le projet d'une mondialisation libérale en l'escamotant avec un discours expert qui incite, en effet, les profanes à une lecture passive, superficielle et inattentive.

#### 4. Fondements de la *doxa*

*Par doxa, j'entends l'ensemble des croyances (normes, valeurs, motifs) tenues pour valides par les sujets, et, partant l'ensemble des croyances investies par les sujets dans les différentes sortes d'action où ceux-ci se trouvent impliqués.* (Sarfati, 2004 : 71)

L'ensemble des croyances partagé par les institutions financières se fonde sur des statistiques, des théories économiques et des rapports économiques annuels sur les finances (notamment sur la croissance et le pouvoir d'achat) que les institutions, selon

leur stratégie, choisissent de faire circuler dans l'espace public avec un travail pédagogique de persuasion et, par contrecoup, de se positionner sur un nombre considérable de domaines tels que le politique, le culturel, le social, etc.

Ainsi légitimé sur la base d'une *doxa*, le discours libéral sur la mondialisation devient audible et efficace. Il se pérennise puisqu'il est nécessaire de le traduire dans des termes techniques et économiques. Selon Bourdieu :

*Ce qui est en jeu, aujourd'hui, c'est la reconquête de la démocratie contre la technocratie : il faut en finir avec la tyrannie des 'experts', style Banque Mondiale ou FMI, qui imposent sans discussion les verdicts du nouveau Léviathan (les « marchés financiers »), et qui n'entendent pas négocier mais expliquer.<sup>11</sup>*

Siroux affirme justement qu'à force d'être réitéré dans des espaces publics de plus en plus étendus, le discours se construit de manière *circulaire* :

*Le sentiment de cohérence que procure la construction circulaire du discours (la croissance engendre le développement qui est source de croissance...) suscite l'adhésion d'un discours qui semble tourner autour de lui-même. Cet effet de fermeture se caractérise notamment par l'appréciation ou la dépréciation de certains termes au moyen d'un environnement lexical particulièrement limité. (Siroux, 2008 : 18)*

Le discours dominant sur la mondialisation confirme l'efficacité des discours experts mais également l'ensemble des rapports de force ou de soumission que présupposent les réformes techniques que les gouvernements doivent appliquer par nécessité. Mais réellement, que signifie ce savoir partagé sur la mondialisation pour chacune des institutions financières ?

Sérgio Pereira Leite, Sous-directeur du Bureau européen du FMI, s'explique sur ce sujet de manière laconique et floue :

**Extrait 10 :**

*Nous estimons, au Fonds monétaire international (FMI), que la mondialisation est l'occasion d'accroître la prospérité mondiale et d'éradiquer la pauvreté. Mais nous sommes conscients aussi qu'elle n'est pas, par elle-même, bénéfique à tous. Quelles que soient les vertus du marché, sa « main invisible » ne résoudra pas à elle seule ce dilemme. Les responsables économiques doivent donc être prêts à gérer la mondialisation.<sup>12</sup>*

Cet extrait nous semble plutôt confus et nécessite des explications : la mondialisation

est l'occasion d'accroître la prospérité mondiale, bénéfique à tous, main invisible, etc. Mais rapidement, des normes à effet doxique se précisent :

**Extrait 11 :**

*Notre travail sur la création de normes et de codes internationalement reconnus vise à étendre à tous le bénéfice des meilleurs usages en vigueur à travers le monde.*

Cet extrait fait allusion aux réformes et aux crises financières qui frappent certains pays membres du FMI pour lesquels on a prévu l'assistance technique au développement. La crainte des crises financières causées par la déréglementation des marchés financiers ne pouvait que trouver un écho favorable auprès des gouvernements ayant une économie fragile et non compétitive. Le raisonnement admet dans ce cas la concession :

**Extrait 12 :**

*Bien que les pays européens aient apporté une contribution généreuse au développement à travers leurs programmes d'assistance, il faut faire davantage et l'efficacité de ces aides doit être sans cesse évaluée.*

Ceci, afin d'éviter l'échec d'un programme censé lutter contre la pauvreté.

Le discours de Rodrigo de Rato -DG du FMI- recommande de gérer l'accélération de la mondialisation en ces termes :

**Extrait 13 :**

*La stratégie à moyen terme repose sur la conviction que le FMI doit évoluer et se renouveler pour aider ses pays membres à saisir les occasions offertes par la mondialisation du XXI<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'à faire face aux problèmes qui en résultent.<sup>13</sup>*

A cela s'ajoute l'intervention de Flemming Larsen -Directeur des bureaux européens du FMI- au sujet du rôle du FMI :

**Extrait 14 :**

*C'est pour cette raison que le FMI s'efforce d'expliquer à ses pays membres comment réduire leur vulnérabilité aux crises, en limiter les retombées lorsqu'elles surviennent, et mettre à profit le processus de la mondialisation. Se fermer au reste du monde n'est pas une solution.<sup>14</sup>*

En lisant entre les lignes une question s'impose d'elle-même : où se situe le sens commun des dirigeants des institutions financières sinon dans un aspect idéologique qui n'est pas apparent ?

Ayant restreint la critique à la technicisation du discours qui repose essentiellement sur la mobilisation des théories économiques chargées d'orienter et de cautionner les orientations politiques, l'ingérence des institutions internationales et la redéfinition du rôle de la libéralisation du marché par celles-ci peuvent se présenter comme légitimes à condition que la référence à l'idéologie libérale comme doctrine soit absente en apparence.

Et de fait, derrière ce simulacre de transparence, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur les caractéristiques qui se confirment partiellement et sur l'immense capacité de circulation du discours dominant sur la mondialisation dans le réseau opaque des institutions financières. La nature opaque de ce réseau permet de comprendre la facilité et la rapidité déconcertante avec laquelle le FMI, la BM ou l'OMC sont parvenus à faire de la mondialisation libérale leur raison d'être.

La spécificité et la force du discours dominant sur la mondialisation résident dans le langage qu'il véhicule, dans la légitimité que lui confère l'autorité des institutions internationales à se prononcer sur des sujets sensibles ou à prendre des décisions décisives lorsqu'il s'agit de gérer des problèmes publics :

*Cette autorité, le langage tout au plus la représente, il la manifeste, il la symbolise : il y a une rhétorique caractéristique de tous les discours d'institution, c'est-à-dire de la parole officielle du porte-parole autorisé s'exprimant en situation solennelle, avec une autorité qui a les mêmes limites que la délégation de l'institution. (Bourdieu, 1982 : 105)*

Pour autant, la formation discursive du discours dominant sur la mondialisation continue de faire son bonhomme de chemin. Chaque institution financière essaye de persuader les autres par des stratégies argumentatives sur le bien fondé de la mondialisation. Cependant, il est à signaler que les discours des institutions financières sur la mondialisation ne divulguent jamais publiquement leurs divergences et construisent un discours soi-disant cohérent en fonction de procédés discursifs prédéfinis.

On déduit que si le discours dominant des institutions se construit autour d'enjeux stratégiques relatifs au sens à donner à la mondialisation au sein de la sphère publique mondiale, il n'en demeure pas moins qu'il reste légitime par le statut que lui confère l'institution. Ainsi de l'OMC au FMI et en passant par la BM, ce probable consensus est rendu possible grâce à la fonction et la puissance que semble accorder la position énonciative des locuteurs légitimes de la mondialisation financière grâce au postulat,

présenté comme évident, qu'on ne peut revenir sur tout un système de règles au risque de perdre toute crédibilité au sein des espaces dans lesquels on cherche à produire des effets.

Dans l'ensemble des discours étudiés, on n'a trouvé trace d'aucune polémique au sujet de la mondialisation dans les trois institutions financières mais nous pensons que celle-ci est occultée, expressément, du débat public. Derrière leur consensus sur le sens que chaque institution donne au discours dominant sur la mondialisation se dessine à l'horizon un continuum d'évidence du discours libéral qui ne dit pas son nom. Et c'est à ce niveau là, croit-on, que l'on peut débusquer l'enjeu le plus important, bien que le plus occulté, de la formation discursive du discours dominant sur la mondialisation qui met en exergue les fonctions normatives de légitimation, d'autorité, de naturalisation et de technicité de la langue.

Notre souhait était sans doute de multiplier les exemples à l'infini sur « l'efficacité du langage d'institution » (Bourdieu, 1982 : 105) financière concernant l'évidence du discours dominant sur la mondialisation. Ce constat renforce notre conviction sur les analyses faites à partir des cas précédents sur les modes et les enjeux des discours dominants à l'image du discours libéral.

#### Extrait 15 :

*Je pense en effet qu'on ne peut combattre efficacement la technocratie, nationale et internationale, qu'en l'affrontant sur son terrain privilégié, celui de la science, économique notamment, et en opposant à la connaissance abstraite et mutilée dont elle se prévaut, une connaissance plus respectueuse des hommes et des réalités auxquelles ils sont confrontés.<sup>15</sup>*

Néanmoins, pour obtenir la position de locuteur légitime, celui-ci doit se constituer un ethos discursif fort : il est contraint de faire preuve de compétence discursive dans les discours institutionnels, c'est-à-dire dans

*La somme de toutes ces possibilités linguistiques, l'éventail complet de ce qu'il est susceptible de produire et d'interpréter. (Kerbrat-Orecchioni, 1986 : 295).*

Pour Kerbrat-Orecchioni, la compétence discursive est la connexion de plusieurs aptitudes interactives dans la production et l'interprétation des discours par des sujets parlants. Il s'agit de compétences linguistiques, encyclopédiques, logiques et rhétorico-pragmatiques, grâce auxquelles on crypte et on décrypte des messages. Pour ce faire, l'ethos discursif est obligé de se référer au savoir sur la mondialisation des institutions financières pour construire sa propre légitimité dans l'espace public en s'appuyant sur des motifs de crédibilité :

*Les motifs de crédibilité [de l'évidence du sens commun], non admissibles d'un point de vue purement rationnel et scientifique, présentent ainsi implicitement l'opinion ou la doxa comme une évidence, au sens de « ce que je ne songe pas à mettre en doute », c'est-à-dire de l'évidence non questionnée. Remarquons d'ailleurs que le fait d'exprimer un questionnement hétérodoxe vis-à-vis du sens commun d'une communauté discursive donnée est souvent considéré, par un retournement, comme signe d'irrationalité. (Guilbert, 2008 : 279)*

Cependant, bien souple et perpétuellement changeante, l'opinion, en général, est fondée sur un concours d'opinions :

*En conséquence, la doxa n'est pas univoque. Chaque opinion à son contraire, et le débat politique dans ses formes variées met en relief un concours de doxas. La politique est donc un processus continu, sans fin, puisque chaque nouvelle circonstance exige une réplique, et donc un nouveau concours d'opinions afin de déterminer quel geste devrait être posé. (Charland, 2003 : 69)*

A ce stade, la recherche des effets d'évidence du discours dominant sur la mondialisation est dissimulée. Cette tendance à dépolitiser la langue politique en la subjuguant à un savoir évident recèle une conception neutre du sens et de l'opinion. Si cet article décrypte le fonctionnement du discours dominant sur la mondialisation des institutions financières, ce n'est donc pas parce que la dominance serait la seule forme de représentation de la mondialisation, mais parce que, dans le contexte de la mondialisation libérale, les discours doivent être envisagés en relation même avec la source qui les produit. C'est en fonction de cette source que les déplacements du sens sont analysables.

## **Conclusion**

Au terme de cet article un double constat s'impose : l'un sur la notion d'évidence dans son rapport à l'idéologie, l'autre sur le fonctionnement du discours dominant sur la mondialisation. On a vu comment a émergé dans la sphère publique un discours dominant dont l'une des caractéristiques est son effet d'évidence. L'évidence du discours dominant sur la mondialisation - discours consensuel d'une institution financière à l'autre et d'un dirigeant à l'autre - a réussi à se poser comme allant de soi et à s'inscrire dans tout discours ayant la mondialisation pour référent social. Ces mécanismes langagiers peuvent être envisagés sous un angle exclusivement discursif montrant ainsi les déplacements perceptibles d'un discours à l'autre. Ainsi la notion de discours néolibéral a des contours insuffisamment définis et aléatoires. Elle peut être analysée, nous semble-t-il, sur la base d'un lieu commun pour qui veut débattre de la mondialisation. Le discours dominant sur la mondialisation est donc à rapporter au

discours de contestation qu'il génère non uniquement à cause du volet idéologique qu'il véhicule mais surtout à cause des tensions qu'il déclenche.

Le fonctionnement du discours dominant sur la mondialisation des institutions financières est la résultante de l'édition implicite des normes et des prescriptions discursives. Toutefois, les discours ne se réduisent pas au seul texte. Le discours dominant sur la mondialisation est également action : à travers les institutions internationales, il s'étend aux pratiques sociales, au pouvoir qui, dans des domaines variés, régule les rapports aux autres et à l'énonciation des problèmes publics. Car le « pouvoir de légitimation » (Beck, 2009 : 438) permet aux institutions financières de trouver une place dans l'espace public, de se renforcer et de se diffuser dans un cadre mondialisé.

L'effet d'évidence du discours dominant sur la mondialisation, dont l'analyse ici n'est qu'une ébauche, vise à éviter les polémiques au sujet des règles de fonctionnement de la mondialisation et s'apparente au contraire au mécanisme économique de la main invisible du marché : omniprésent et soumis à la *doxa*, c'est-à-dire invisible, le discours dominant sur la mondialisation modèle les actes et les discours sur la mondialisation comme la main invisible et omniprésente qui modèle l'économie.

## Bibliographie

- Auboussier, J. 2012. « La dilution du discours antimondialisation dans les articles de presse ». *Mots. Les langages du politique*, n° 98, pp. 121-135.
- Beck, U. 2009. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris : Flammarion.
- Bourdieu, P. 1982. *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard.
- Bourdieu, P. 1997. *Méditations pascaliennes*. Paris : Seuil.
- Charland, M. 2003. « Le langage politique ». In : *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*. Québec : PUQ.
- Cusso, R., Gobin, C. 2008. « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? ». *Mots. Les langages du politique*, n° 88, pp. 5-11.
- Duchêne, A. 2004. « Construction institutionnelle des discours : idéologies et pratiques dans une organisation supranationale », *Travaux neuchâtelois de linguistique*, n° 40, pp. 93-115.
- Guilbert, T. 2007. *Le discours idéologique ou la force de l'évidence*. Paris : Harmattan.
- Guilbert, T. 2008. « Discours d'évidence. Constitution discursive des normes et des connaissances ». In : *Normativité du sens commun*. Paris : PUF.
- Guilbert, T. 2011. *L'« évidence » du discours néolibéral : analyse dans la presse écrite*, Bellecombe-en-Bauges : Croquant.
- Kerbrat-Orecchioni, C. 1998. *L'implicite*. Paris : Armand Colin.
- Maignueneau, D. 1991. *L'analyse du discours*. Paris : Hachette.
- Moirand, S. 2007. *Les discours de la presse quotidienne : observer, analyser, comprendre*. Paris : PUF.
- Schittecatte, C. 2005. « Le ou les mouvements antimondialisation : un défi pour l'analyse de l'action collective ». In : *Mouvements sociaux et changements institutionnels : l'action à l'ère de la mondialisation*, Québec : PUQ.
- Sarfati, G. É. 2004. « Le sens commun comme médiation dans la construction du sens : de la topique sociale à la *doxa* d'un texte ». In : *Les médiations langagières : Des discours aux acteurs*

sociaux. Rouen : PUR.

Siroux, J.L. 2008. « La dépolitisation des discours au sein des rapports annuels de l'Organisation mondiale du commerce », *Mots. Les langages du politique*, n°88, pp.13-23.

**Sitographie** [Dernière consultation le 15 -11-2013]

Banque Mondiale URL : <<http://www.banquemondiale.org>>

Fonds Monétaire International URL : <<http://www.imf.org>>

Organisation Mondiale du Commerce URL : <<http://www.wto.org>>

## Notes

1. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est une institution financière complexe et bureaucratique. Son rôle principal est de servir de cadre institutionnel commun pour la conduite des relations commerciales entre ses membres concernant les questions liées aux accords et instruments juridiques.
2. Extrait de la conférence ministérielle du Directeur Général de l'OMC, M. Moore à Seattle le 29/11/1999 s'adressant aux ONG.
3. Extrait de l'allocation du DG de l'OMC Pascal Lamy à Genève le 14 mars 2006 sous le thème de « L'OMC dans l'archipel de la gouvernance globale ».
4. Extrait de la déclaration conjointe des Chefs de Secrétariat du FMI, de la BM et de l'OMC le 30/11/1999 à Seattle.
5. Extrait de l'allocation du Directeur Général de l'OMC, Mike Moore, à l'occasion de la conférence sur le Cycle du Millénaire à Rome le 11 Novembre 1999 lors des réunions de préparation de la conférence.
6. Extrait de l'allocation prononcée par Horst Kohler, Directeur Général du Fonds Monétaire International à la conférence sur la mondialisation et l'humanisation de l'économie à Washington le 28/01/2002.
7. Extrait de l'allocation du Président du Groupe de la Banque Mondiale, Robert B. Zoellick à Washington le 10/10/2007.
8. L'expression est de Pierre Bourdieu.
9. Extrait de l'allocation de Robert B. Zoellick, Président du Groupe de la Banque Mondiale à Peterson Institute for International Economics le 06 avril 2011 sur le Moyen-Orient et Afrique du Nord : Un nouveau contrat social pour le développement.
10. Extrait de l'allocation de clôture du Président de la Banque Mondiale Paul Wolfowitz prononcée en séance plénière des assemblées annuelles le 20 septembre 2006.
11. Extrait du discours de Pierre Bourdieu en soutien aux cheminots grévistes à la Gare de Lyon le 12/12/1995.
12. Extrait du discours de Sérgio Pereira Leite, Sous-directeur du Bureau européen du FMI. Séminaire sur «l'Europe et la mondialisation ». Ligue européenne de coopération économique, Paris, France, 7 octobre 2002.
13. Extrait du discours de Rodrigo de Rato, Directeur général du FMI. Economic Society of Singapore, le 24 mai 2006 sur l'Asie et l'économie mondiale.
14. Extrait de l'intervention de Flemming Larsen, Directeur des Bureaux européens du FMI. Table ronde «Crises et sorties de crise». Semaine de la coopération et de la solidarité internationale en Amérique latine. Pôle universitaire européen de Toulouse Haut conseil de la coopération internationale Toulouse, les 18-22 novembre 2003.
15. Extrait du discours de Pierre Bourdieu en soutien aux cheminots grévistes à la Gare de Lyon le 12/12/1995.